

E C A • j U R A

ÉTABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE
IMMOBILIÈRE ET DE PRÉVENTION



Rapport de gestion 2010



LA PRÉVENTION DES DOMMAGES DUS AUX ÉLÉMENTS DE LA NATURE AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS DES ECA

Au niveau national, les statistiques démontrent clairement l'évolution sensible des dommages dus aux éléments de la nature. Fort de ce constat, un plan d'action a été mis sur pied par l'Association des établissements cantonaux d'assurance (AEAI) et a été adopté par la conférence des directeurs des établissements cantonaux d'assurance (ECA) de Suisse.

Les principes retenus par les ECA concernant la **prévention des dommages dus aux éléments naturels (PDEN)** sont au nombre de onze et ont la teneur suivante :

1. Stratégie

Les ECA mettent en œuvre des mesures de prévention des dommages dus aux éléments naturels dans le but de réduire durablement l'intensité des dommages causés par les éléments naturels. La PDEN sert à prévenir les petits dommages fréquents et à limiter les grands dommages rares.

2. Objectif de protection

Les nouvelles constructions (y compris l'enveloppe du bâtiment) et celles qui font l'objet de transformations importantes doivent être dimensionnées en principe de manière à pouvoir supporter sans dommage les effets des dangers naturels d'une période de récurrence minimale de 50 ans. Pour certains événements et selon le genre d'affectation, les exigences sont plus sévères.

3. Normalisation

Les ECA entendent exercer une influence déterminante, dans le sens de la PDEN, sur le réexamen, la poursuite du développement et la mise en œuvre de normes techniques visant la prévention des dommages dus aux éléments naturels.

4. État de la technique

Les ECA veulent promouvoir les mesures de planification et de construction visant la protection des objets contre les dangers naturels.

5. Documentation des sinistres

Les ECA sont en mesure de répertorier les causes des dommages au niveau de l'objet (parties de construction), d'en déduire des tendances d'évolution des dommages et de proposer des mesures adéquates.

6. Questions d'assurance directe

Les ECA s'efforcent d'harmoniser les principes régissant la mise en œuvre, sur le plan de l'assurance, de l'obligation légale de prévention incombant aux propriétaires immobiliers.

7. Intervention

Les forces d'intervention doivent être préparées tactiquement, instruites, équipées et conduites à l'engagement en tenant compte de la PDEN, afin de réduire les dommages en cas d'événement.

8. Communication et formation

L'AEAI favorise l'échange d'informations entre les ECA et coordonne les activités de formation et de perfectionnement des ECA dans le domaine PDEN.

9. Bases légales

La PDEN doit être ancrée de manière progressive et selon les besoins au niveau cantonal et communal dans le droit relatif à l'aménagement du territoire, à la police des constructions et à l'assurance immobilière.

10. Recherche de développement

Des projets PDEN à long terme, durables et d'importance stratégique, sont traités par la fondation de prévention des ECA en accordant une attention particulière à leur faisabilité.

11. Intégration

Toutes les activités PDEN des ECA sont à interconnecter de manière centralisée par l'AEAI et à coordonner avec l'Union intercantonale de réassurance (UIR).





Autorités, direction et personnel	2
Rapport annuel 2010 : le message du Conseil d'administration	3-4
Rapport de gestion 2010	5-6
Compte de Profits et Pertes 2010	7-8
Récapitulation	9
Bilan au 31 décembre 2010	10
Fonds des contributions fédérales pour interventions sur l'A16	11
Rapport de l'organe de contrôle	12
Evolution du capital assuré, des primes, des sinistres et de la prévention des dommages	13
Capital assuré, primes et dommages	14
Dommages dus au feu	15
Grands dommages causés par le feu	15
Statistiques des sinistres dus au feu	16
Dommages dus aux éléments de la nature	17
Statistiques des sinistres dus aux éléments de la nature	18
Prévention incendie et dangers naturels	19-20
Lutte contre le feu (SIS)	21
Dépenses pour la prévention et la lutte contre l'incendie	22
Contributions des assureurs privés	22
Tableau récapitulatif général	23

Établissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention

2350 Saignelégier, rue de la Gare 14, case postale 371

Tél. 032 952 18 40, fax 032 951 23 73

info@eca-jura.ch, www.eca-jura.ch

E C A • J U R A
ÉTABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE
IMMOBILIÈRE ET DE PRÉVENTION



Conseil d'administration

Président :

M. le Ministre Charles Juillard,
Chef du Département des Finances, de la Justice et de la Police

Vice-président :

Jean-Marie Beuchat, électricien dip. féd., Courroux

Membres :

Mathilde Jolidon (→31.12.2010), paysanne, Lajoux, **Jean-François Kohler**, notaire, Courgenay, **Claude Schlüchter**, technicien, Delémont, **Anne Roy**, paysanne, Porrentruy (dès le 1^{er} mars 2011)

Commission financière

Jean-François Kohler (Président), **Jean-Marie Beuchat**, **Jean Bourquard** (→31.08.2010)
François-Xavier Boillat (dès le 01.09.2010), **Gérard Queloz**

Organe de contrôle

Fiduciaire :

Fiduconsult Jura SA, Saignelégier

Vérificateurs :

Thierry Paratte, Les Breuleux, **Philippe Tardy**, Porrentruy

Vérificateurs suppléants :

Michel Bouele, Delémont, **Benoît Bouverat**, Saignelégier

Direction

Directeur :

Jean Bourquard, Les Breuleux (→31.08.2010)
François-Xavier Boillat, Saignelégier (dès le 01.09.2010)

Prévention et lutte contre les dommages

Monique Paupe, experte en protection incendie et dangers naturels, cheffe de division,
Marc Braillard, secrétaire responsable, **Daiana Hirschi**, secrétaire, **Jean Kittel**, expert en protection incendie, **Eric Schaller**, expert en protection incendie (dès le 1.8. 2010), **Charles Sester**, inspecteur cantonal des SIS

Estimations et sinistres

Experts :

Marco Vermeille, chef de division, **Massimo Vitalba**, expert

Assurance :

François-Xavier Boillat, responsable assurance et secrétariat (→31.08.2010), **Florence Donzé**, (dès le 01.09.2010)

Secrétariat :

Florence Donzé (→31.08.2010), **Sylvie Gehriger**, **Noémie Hulmann**, (dès le 01.08.2010),
Patricia Panizza

Comptabilité et ressources humaines

Gérard Queloz, vice-directeur et chef de division, **Nadia Guichard**, **Céline Liechti**

Apprenti(e)s :

Mélanie Donzé, **Léa Faivet** (dès le 1.8.2010), **Angélique Jobin** (→31.7.2010), **Jérémy Taillard**

Estimateurs

District de Delémont :

Francis Boivin, Delémont, **Jean-Louis Borer**, Delémont, **Bertrand Bron**, Delémont, **Pascal Burri**, Soyhières, **Rudolf Schlumpf**, Courrendlin

District de Porrentruy :

Nicolas Greppin, Porrentruy, **Pascal Henzelin**, Porrentruy, **Aurelio Iovine**, Grandfontaine, **Laurent Marquis**, Porrentruy (du 01.01.2010 au 31.12.2010), **Frédéric Ramseyer**, Courtedoux

District des Franches-Montagnes :

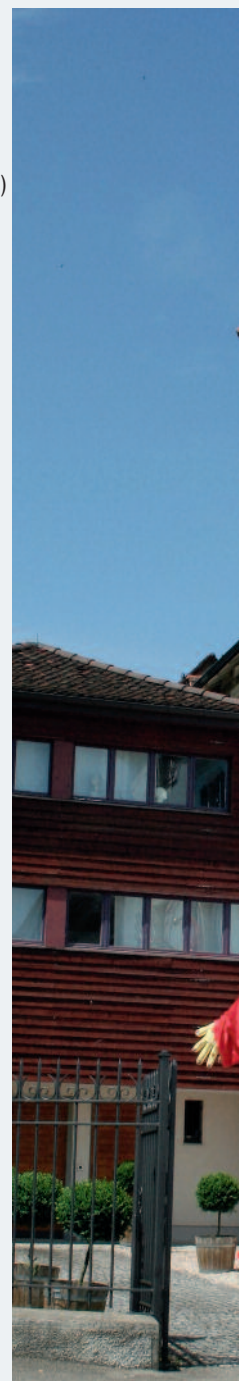
Nicolas Gogniat, Lajoux, **Olivier Gogniat**, Saignelégier

Expert installations thermiques

Georges Queloz, Courrendlin

Expert installations techniques

Gabriel Bilat, Les Bois



2010: UNE ANNÉE EXCELLENTE!

Si l'année 2009 avait été considérée comme réparatrice, l'exercice 2010 peut sans autre être qualifié d'année record. Les sinistres dus au feu se situent très nettement en dessous de la moyenne des 30 dernières années avec 174 cas d'incendie pour un montant total à peine supérieur à 2,2 millions de francs. Le coût des sinistres feu 2010 est ainsi inférieur de presque 50 % à la moyenne établie depuis 1979.

L'année 2010 aura aussi été particulièrement clémente en ce qui concerne les éléments de la nature avec 121 sinistres pour un montant inférieur à 300'000 francs. Il s'agit tout simplement du meilleur résultat enregistré depuis l'entrée en souveraineté, ce qui contraste avec d'autres exercices antérieurs dont le coût se montait à presque 2 millions de francs en 2009 ou même à plus de 11 millions de francs lors des inondations de 2007.

Les années boursières se suivent mais ne se ressemblent pas. Après une excellente année 2009, le résultat des placements enregistré en 2010 est beaucoup plus mitigé avec une performance de nos titres et placements de capitaux de 1,55 %. La restructuration de nos mandats, dans le courant de l'année, a naturellement eu des incidences négatives sur les performances de nos placements. Notre activité d'assureur déploie également des retombées négatives sur les placements peu rémunérateurs, puisque nous devons disposer en permanence de liquidités permettant de faire face au paiement rapide d'importants sinistres.

Le bon résultat global consolidé permet au Conseil d'administration d'attribuer 350'000 francs à la provision pour dommages «éléments», 2'680'000 francs à la réserve pour «grands projets», 1'456'000 francs à la réserve «prévention et lutte contre les dommages» et de créer une provision spéciale de 855'000 francs destinée à accorder un rabais de 10 % sur les primes d'assurance de base en 2011.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Durant l'année 2010, le Conseil d'administration a tenu huit séances pour traiter les dossiers de sa compétence et prendre les décisions stratégiques de l'établissement. Il a notamment accordé d'importantes subventions aux communes jurassiennes pour la construction ou l'assainissement d'installations de réseaux d'eau potable, sans oublier les subsides aux corps de sapeurs-pompiers jurassiens et des centres de renfort de Delémont et Porrentruy.

Lors de la séance du 25 février, le Conseil d'administration a nommé M^{me} Florence Donzé des Pommerats au poste de responsable de l'assurance et du secrétariat, en remplacement de M. François-Xavier Boillat. Il a également avalisé les demandes de subventions pour l'agrandissement du hangar du centre de renfort de Porrentruy et pour l'augmentation de la capacité du réservoir de Bassecourt.

Dans sa séance du 15 avril, il a nommé M. Eric Schaller, dessinateur en bâtiment, qui rejoint les experts de la prévention et lutte contre les dommages. M. Schaller est ainsi à même de procéder aux contrôles des prescriptions de police du feu et d'établir les décomptes de réseaux d'eau. La demande de subside du nouveau réservoir de Courtedoux a également été acceptée par le Conseil d'administration.

Le 17 mai, le Conseil d'administration a procédé à la nomination de M^{me} Noémie Hulmann en tant que secrétaire du secteur estimations et sinistres, en remplacement de M^{me} Donzé.

C'est au cours de la séance du 14 juin que le Conseil d'administration a adopté deux règlements internes, l'un relatif à la commission financière de l'ECA JURA, le second concernant la stratégie de placement des capitaux.

Lors de la séance tenue le 19 août, les demandes de subventions pour les hangars SP de Rocourt et de Saignelégier ont été acceptées. Un nouveau contrat de réassurance pour les dommages dus aux éléments de la nature a également été conclu avec l'Union intercantonale de réassurance (UIR). Lors de cette même séance, M. Gérard Queloz a été nommé vice-directeur de l'ECA JURA.

Le 27 octobre, le Conseil d'administration a décidé le subventionnement relatif à la transformation de trois véhicules de 1^{re} intervention en faveur du SIS Franches-Montagnes Ouest alors que dans sa séance du 10 décembre, des subventions ont été promises pour l'interconnexion des réseaux d'eau de Courfaivre – Courtételle et pour une station de pompage de Delémont.

CHANGEMENT DE DIRECTEUR

L'année 2010 est également marquée d'un événement important dans la vie de l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention. Après presque 11 ans passés à la direction de l'établissement, M. Jean Bourquard a fait valoir son droit à la retraite anticipée et a quitté ses fonctions le 31 août 2010.

Le Conseil d'administration tient à exprimer ici ses sentiments de reconnaissance à M. Jean Bourquard qui a su diriger l'ECA JURA avec rigueur et efficacité en le dotant notamment d'une nouvelle Loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels. Nous lui souhaitons une longue retraite active et heureuse.

Pour lui succéder, le Conseil d'administration a confié la direction de l'ECA JURA à M. François-Xavier Boillat de Saignelégier. Âgé de 52 ans, le nouveau directeur était déjà employé auprès de l'ECA et assumait la responsabilité du secteur de l'assurance.

ASSEMBLÉES DE L'AEAI / UIR / POOL

L'autre événement d'importance concerne les assemblées annuelles des délégués de l'Association des Etablissements cantonaux d'assurance contre l'incendie (AEAI), de l'Union intercantonale de réassurance (UIR) et du Pool suisse pour la couver-



ture des dommages sismiques (POOL) qui se sont tenues dans les Franches-Montagnes les 24 et 25 juin 2010. C'est en 1992 que remontent les dernières assemblées qui ont eu lieu dans le Jura. Les directions de tous les établissements cantonaux de Suisse, accompagnées de leurs présidents de conseils d'administration et des organes dirigeants de ces instances, ont ainsi siégé dans le Jura profitant au passage d'une météo radieuse qui aura su faire du Jura un lieu de villégiature idyllique pour nos hôtes, dont plusieurs nous ont déjà fait le plaisir de revenir passer quelques jours dans la région.

ACTIVITÉS DE LA COMMISSION FINANCIÈRE

Composée de deux administrateurs, du directeur et du gestionnaire comptable, la commission financière a tenu trois séances sous la présidence de M^e Jean-François Kohler afin de suivre de près, surveiller et orienter la politique de placement de capitaux. Elle s'est notamment penchée sur le règlement concernant la stratégie de placements 2010 - 2014 et a fait un toilettage du règlement de la commission financière, règlements soumis au Conseil d'administration pour approbation. Ses membres ont, comme à l'accoutumée, participé à des séances spécialisées organisées par divers instituts bancaires et se sont entretenus avec les représentants des différentes banques. L'étude détaillée des placements et des propositions des différents établissements bancaires permet d'informer et de conseiller le Conseil d'administration de manière ponctuelle et précise dans le domaine des placements ou dans celui bien spécifique des finances de l'ECA JURA.

RÉSULTATS 2010

Le résultat de l'exercice 2010 consolidé des trois secteurs «assurance», «prévention et lutte contre les dommages» et «finances» est bon grâce surtout au secteur «assurance» qui dégage un bénéfice brut de plus de 4,5 millions de francs.

Le secteur «prévention et lutte contre les dommages» boucle avec un déficit brut de presque 2,4 millions de francs avant les opérations de prélèvement sur les fonds ou réserves et les attributions provenant du résultat du secteur «finances». Ce secteur doit impérativement s'autofinancer, faute de quoi le taux de prime qui lui est affecté, actuellement fixé à 0,19 ‰, devrait être augmenté afin d'équilibrer les résultats. Après différentes écritures au bilan, dont principalement une attribution de 2'680'000 francs à la «réserve pour grands projets», 350'000 francs à la provision pour dommages dus aux éléments de la nature et la constitution d'une provision pour rabais sur primes 2011 de 855'000 francs, le résultat consolidé des comptes 2010 de l'ECA JURA présente un bénéfice net de 70'787.48 francs.

CONCLUSION ET REMERCIEMENTS

Le Conseil d'administration tient à remercier la direction et les collaboratrices et collaborateurs de l'ECA JURA pour leur engagement au service des assurés. Il remercie également les spécialistes externes à l'établissement - estimateurs, experts - qui collaborent étroitement avec l'ECA JURA dans le cadre des activités liées aux domaines de l'assurance ou de la prévention des incendies et des dangers naturels.

Il adresse des remerciements particuliers aux maîtres ramoneurs et à leur personnel, à la police cantonale et à son service d'identification judiciaire dont l'étroite collaboration avec l'ECA garantit une sécurité accrue pour les bâtiments, mais surtout pour leurs occupants. Les communes et de nombreux services de l'État dont nous vous épargnons la liste exhaustive figurent également parmi nos alliés de longue date. Grâce à leur efficace et fidèle collaboration, nous sommes en mesure de remplir notre mission de manière efficiente, tout particulièrement dans

le domaine de la fixation et du contrôle des mesures de prévention et de lutte contre l'incendie et les dommages naturels.

Le 32^e rapport annuel de gestion ne saurait être clôturé sans relever l'engagement sans faille et la grande disponibilité de tous les sapeurs-pompiers qui, année après année, paient de leur personne pour assurer, 24 heures sur 24 et 365 jours par an, la sécurité des personnes et des biens. La formation de la relève et le perfectionnement des sapeurs-pompiers sont assurés par les inspecteurs, instructeurs et experts qui savent communiquer leur savoir-faire et leurs connaissances. Qu'ils en soient sincèrement remerciés !

Grâce à ces bons résultats et à l'engagement de l'ensemble des personnes citées, les assurés de l'ECA JURA peuvent se réjouir de l'avenir de leur ECA.

Au nom du Conseil d'administration de l'ECA JURA

Le Président :

Le Secrétaire :

Charles Juillard
Ministre

François-Xavier Boillat
Directeur

E C A • J U R A
ÉTABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE
IMMOBILIÈRE ET DE PRÉVENTION



2010: BON EXERCICE POUR L'ECA JURA!

L'année 2010 doit être qualifiée d'excellente pour l'ECA JURA tant en ce qui concerne les sinistres dus au feu ou à la foudre, avec à peine plus de 2,2 millions de francs de dégâts, que pour ceux provoqués par les éléments de la nature dont le coût total est inférieur à 300'000 francs. Il s'agit simplement du meilleur millésime depuis 1979 au niveau du coût des dommages dus aux éléments de la nature et de la 2^e meilleure année pour les sinistres dus au feu. Les faibles résultats des performances des titres demeurent le seul bémol de l'exercice.

Sinistres dus aux éléments de la nature

Avec seulement 121 sinistres pour l'ensemble de l'année 2010, causant pour 292'830 francs de dégâts, les éléments de la nature ont été cléments avec l'ECA JURA en 2010.

Les causes de dommages sont les suivantes:

- Vent: 59 sinistres représentant 69'336 francs
- Grêle: 4 sinistres représentant 4'476 francs
- Hautes eaux: 37 sinistres représentant 184'361 francs
- Eboulement, chute de pierres: 3 sinistres représentant 4'074 francs
- Poids de la neige: 18 sinistres représentant 30'583 francs

A eux seuls, le vent et les hautes eaux représentent plus des 2/3 des sinistres enregistrés en cours d'année. Mais l'élément important à retenir est que l'année 2010 a été la plus calme depuis l'entrée en souveraineté du canton du Jura tant au niveau des cas enregistrés que des indemnités versées. Elle se situe donc ainsi bien au-dessous de la moyenne constatée entre 1979-2010.

Sinistres dus au feu

Tout comme pour les sinistres éléments, les cas recensés dans le feu sont nettement inférieurs à la moyenne entre 1979 et 2010 et constituent, au niveau du nombre de cas enregistrés, la meilleure année depuis l'entrée en souveraineté avec 174 cas annoncés pour 2'232'120 francs. Seuls 9 grands sinistres de plus de 20'000 francs ont été dénombrés représentant 1'891'000 francs de dommages au total. Ces grands dommages représentent à eux seuls près de 85 % de l'ensemble des dommages dus au feu.

Indice d'assurance

Après deux augmentations successives en 2008 et 2009, faisant passer notre indice d'assurance de 120 à 125 puis à 130, ce dernier a pu être maintenu à 130 pour l'année 2010 n'engendrant ainsi aucune adaptation des sommes assurées pour nos clients.

Estimation des bâtiments

L'établissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention a procédé à 3506 estimations de bâtiments (3538 en 2009) qui se répartissent comme suit:

- 919 estimations sur demande de propriétaires, dont 349 de nouveaux bâtiments
- 2587 estimations (2009: 2719) dans le cadre de la révision générale des bâtiments n'ayant plus été estimés depuis 1997, 1998 et 1999. Désormais, grâce à l'effort particulier consenti dans le domaine de la révision systématique, on peut affirmer que le tournus d'une révision tous les 12 ans est pratiquement atteint.

Capital assuré

L'estimation des bâtiments nouvellement construits et la révision des sommes assurées des bâtiments transformés, ou qui n'avaient plus été estimés depuis 1997, ont provoqué une augmentation du capital assuré de 349'643'520 francs, qui a passé de 20'086'280'750 francs (y compris 476'882'000 francs d'assurances travaux en cours) au 31 décembre 2009 à 20'435'924'270 francs (y compris 572'917'250 francs d'assurances travaux en cours au 31 décembre 2010).

Bâtiments assurés

Quant au nombre de bâtiments assurés, il a passé de 34'874 au 1^{er} janvier 2010 à 35'134 au 31 décembre 2010, soit une augmentation de 260 bâtiments pour l'année. Si l'on tient compte du fait que 89 bâtiments ont été radiés pour cause de démolition ou d'exclusion, vu leur état de délabrement, le nombre de nouveaux bâtiments se monte à 349.



Taux de primes

En 2010, les taux de primes de base ont été maintenus à 0,38‰ pour les bâtiments massifs et à 0,57‰ pour les bâtiments non massifs (+ 0,19 ‰ pour la prévention et la lutte contre les dommages). Au vu des bons résultats 2009, un rabais de 20 % sur le taux de prime de base a pu être accordé sur les primes 2010.

Résultats financiers de l'exercice 2009

Le secteur «assurance», enregistre 12'346'680.90 francs de produits, dont 32'424 francs proviennent de la dissolution de la «réserve spéciale pour la CIRE», 369'123 francs provenant de la dissolution partielle de la «réserve pour dommages éléments en suspens» et 226'410 francs de la dissolution partielle de la «provision pour dommages feu en suspens».

Ce secteur présente des charges de 7'750'030.98 francs avant amortissements et attributions diverses. Le secteur «assurance» dégage un bénéfice brut d'exploitation de 4'596'649.92 francs. Après différents amortissements pour le mobilier, l'informatique et les immeubles pour un montant de 287'882.10 francs, il boucle avec un excédent de recettes de 16'706.72 francs, après attribution de 1'680'000 francs à la réserve pour grands projets, 350'000 francs à la provision pour dommages dus aux éléments, 1'450'000 francs à la provision pour la prévention et la lutte contre les dommages, 855'000 francs à la provision pour rabais sur primes et l'encaissement de 42'938.90 d'autres produits.

Le secteur «prévention et lutte contre les dommages», avec 4'174'964.95 francs de recettes et 6'572'751.90 francs de charges, génère un déficit initial comptable de 2'397'786.95 francs. Afin de compenser cet excédent de charges, nous avons dissous la «réserve pour subventionnement de grands projets» de 672'366.45 (numérisation de réseaux d'eau, cartographie des dangers naturels, projet «hydrants») et la «réserve prévention et lutte contre les dommages» de 1'458'970.50 francs (équipements pour les SIS). Ce secteur devant s'autofinancer, son résultat est donc à zéro.

Le secteur «financier», avec des recettes de 4'744'862.23 francs, présente des charges de 3'536'781.47 francs après réattribution de 200'000 francs à la «provision pour différence de cours sur titres». Ce secteur génère finalement un bénéfice net de 60'080.76 francs après attribution de 148'000 francs au secteur prévention et lutte contre les dommages et attribution de 1'000'000 de francs à la réserve pour grands projets.

Résultat global consolidé

Le bénéfice net consolidé des trois secteurs est de 70'787.48 francs.

Fonds de réserve et provisions

Le fonds de réserve légal a été approvisionné en 2010 par le versement intégral du bénéfice 2009 de 62'995.14 francs. Au 31 décembre 2010, la «réserve légale» se monte à 47'119'087.37 francs.

La «réserve pour la prévention et la lutte contre les dommages» se monte à 5'898'977.54 francs, après dissolution de 1'458'970.50 francs (subventions aux SIS) et réaffectation de 1'456'000 francs en provenance du secteur «assurance».

La «réserve pour dommages dus aux éléments» se monte à 5'000'000 de francs au 31.12.2010 après attribution de 350'000 francs.

La réserve spéciale CIRE, suite à la dissolution partielle de 32'424 francs pour paiement de prestations ou diminution de nos obligations, se monte à 447'929 francs au 31.12.2010.

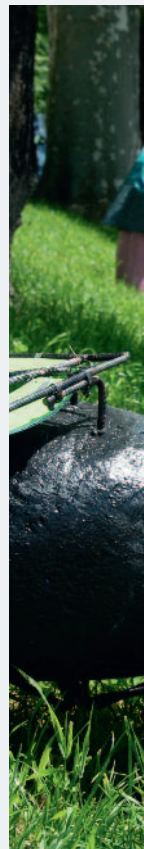
La provision pour différence de cours sur titres se monte à 11'250'000 francs au 31.12.2010, après réaffectation de 200'000 francs.

Fonds de réserve bloqués

La réserve pour CIRE (Communauté intercantonale pour les risques éléments naturels) a été réduite à 5'350'000 francs au 31.12.2010 (nouveau montant statutairement exigible).

Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques

Les règles du Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques stipulent que les établissements cantonaux d'assurance immobilière constituent des réserves adéquates permettant une indemnisation volontaire, à des conditions bien précises, du risque tremblement de terre. L'ECA JURA possède un fonds bloqué de 3'059'027.48 à cet effet.



COMPTE DE PROFITS ET PERTES 2010



ACTIVITÉ D'ASSURANCE

Produits d'assurance

	2010 CHF	2009 CHF
Primes	9'826'296.90	11'296'592.04
Réassurance	155'240.00	-91'740.00
Dissolution réserve pour CIRE	15'000.00	-
Dissolution réserve spéciale pour CIRE	32'424.00	139'647.00
Dissolution provision pour dommages Eléments en suspens	369'123.00	277'730.00
Dissolution provision pour dommages Feu en suspens	226'410.00	37'920.00
Dissolution provision rabais sur primes	1'650'000.00	-
Recours sur dommages	72'187.00	256'537.70
PRODUITS D'ASSURANCE	12'346'680.90	11'916'686.74

Charges d'exploitation

Dommages :		
- feu	-2'232'120.00	-2'461'450.00
- éléments	-292'830.00	-1'965'830.00
Frais de recours sur dommages	-8'317.65	-3'002.70
Réassurance	-2'248'810.00	-1'733'480.00
Participation à CIRE	-32'424.00	-139'647.00
Frais d'administration	-1'943'128.98	-1'820'463.02
Frais d'estimation	-445'400.35	-461'704.75
Contribution au Pool Suisse	-547'000.00	-533'000.00
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	-7'750'030.98	-9'118'577.47

RÉSULTAT AVANT AMORTISSEMENTS, VARIATIONS DE RÉSERVES ET PROVISIONS ET AUTRES PRODUITS

	4'596'649.92	2'798'109.27
Amortissements	-287'882.10	-719'747.70
Attribution Fonds de garantie Pool Suisse	-	-75'473.00
Attribution Réserve CIRE	-	-375'000.00
Attribution à la provision pour rabais sur primes	-855'000.00	-1'650'000.00
Attribution à la réserve pour grands projets	-1'680'000.00	-
Attribution à la réserve dommages éléments	-350'000.00	-
Attribution à la réserve Prévention et lutte contre les dommages	-1'456'000.00	-
Autres produits	42'938.90	43'780.10
RÉSULTAT ACTIVITÉ D'ASSURANCE	10'706.72	21'668.67

COMPTE DE PROFITS ET PERTES 2010

ACTIVITÉ PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES

	2010 CHF	2009 CHF
Produits prévention et lutte contre les dommages		
Contribution des assurés	3'786'500.55	3'725'204.00
Assureurs privés	388'464.40	386'364.09
TOTAL PRODUITS PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES	4'174'964.95	4'111'568.09
Charges d'exploitation		
Subventions pour la prévention des dommages	-695'291.20	-1'161'142.60
Autres charges pour la prévention des dommages	-270'819.95	-276'557.95
Contribution prévention des dommages éléments	-300'000.00	-300'000.00
Subventions pour la lutte contre les dommages	-3'779'779.05	-3'629'051.70
Autres charges pour la lutte contre les dommages	-465'676.65	-437'904.65
Frais d'administration	-1'011'185.05	-976'499.45
Subvention préservation patrimoine bâti	-50'000.00	-
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	-6'572'751.90	-6'781'156.35

RÉSULTAT AVANT VARIATION RÉSERVES ET AUTRES PRODUITS

	-2'397'786.95	-2'669'588.26
Dissolution de la réserve subventionnement de grands projets (informatisation des plans de réseaux d'eau)	672'366.45	1'276'865.45
Dissolution de la réserve pour prévention et lutte contre les dommages (actions SIS)	1'458'970.50	1'294'493.81
Autres produits	266'450.00	98'229.00

RÉSULTAT PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

ACTIVITÉ FINANCIÈRE

Produits financiers

Produits des titres	1'454'058.89	1'853'773.16
Produits non réalisés sur titres	2'774'658.34	5'636'120.95
Produit des immeubles	516'145.00	516'145.00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	4'744'862.23	8'006'039.11

Charges financières

Pertes non réalisées sur titres	-3'336'781.47	-580'212.64
Attribution provision différence de cours sur titres	-200'000.00	-5'650'000.00
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	-3'536'781.47	-6'230'212.64

RÉSULTAT AVANT VARIATION DE RÉSERVES

	1'208'080.76	1'775'826.47
Attribution à la réserve pour grands projets	-1'000'000.00	-1'734'500.00
Attribution à la prévention et lutte contre les dommages	-148'000.00	-

RÉSULTAT ACTIVITÉ FINANCIÈRE

	60'080.76	41'326.47
--	-----------	-----------



RÉCAPITULATION

COMPTES DE PROFITS ET PERTES

	2010 CHF	2009 CHF
Résultat activité d'assurance		
Total des produits	12'346'680.90	11'916'686.74
Total des charges d'exploitation	-7'750'030.98	-9'118'577.47
BÉNÉFICE ACTIVITÉ D'ASSURANCE	4'596'649.92	2'798'109.27
Résultat activité prévention et lutte contre les dommages		
Total des produits	4'174'964.95	4'111'568.09
Total des charges d'exploitation	-6'572'751.90	-6'781'156.35
PERTE ACTIVITÉ PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES	-2'397'786.95	-2'669'588.26
Résultat activité financière		
Total des produits financiers	4'744'862.23	8'006'039.11
Total des charges financières	-3'536'781.47	-6'230'212.64
BÉNÉFICE ACTIVITÉ FINANCIÈRE	1'208'080.76	1'775'826.47
RÉSULTAT AVANT AMORTISSEMENTS, VARIATIONS RÉSERVES ET PROVISIONS ET AUTRES PRODUITS	3'406'943.73	1'904'347.48
Amortissements	-287'882.10	-719'747.70
Attributions aux différentes réserves	-2'205'000.00	-2'100'473.00
Transfert au domaine prévention et lutte contre les dommages	-148'000.00	-1'734'500.00
Dissolution réserve grands projets	672'366.45	1'276'865.45
Dissolution réserve prévention et lutte contre les dommages	1'458'970.50	1'294'493.81
Attribution à la réserve prévention et lutte contre les dommages	-1'456'000.00	0.00
Attribution à la réserve pour grands projets	-1'680'000.00	0.00
Autres produits	309'388.90	142'009.10
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	70'787.48	62'995.14

CAPITAL ASSURÉ ET PRIMES ENCAISSÉES EN 2010

District	Bâtiments	Somme assurée	Primes encaissées
Delémont	15'710	9'152'939'200	4'319'512.00
Franches-Montagnes	5'636	3'020'273'700	1'652'082.00
Porrentruy	13'788	7'689'794'120	3'854'702.90
Total	35'134	19'863'007'020	9'826'296.90 *
Nouveaux bâtiments en construction	306	297'617'300	
Bâtiments en transformation		275'299'950	
Total	35'440	20'435'924'270	9'826'296.90

* rabais de 20 % sur les primes de base

	2010	2009
ACTIF		
ACTIF CIRCULANT	CHF	CHF
Caisse	2'013.35	1'835.45
Compte de chèques postaux	75'423.14	80'579.77
Banques, comptes courants	3'085'712.04	3'923'176.20
Banque, fonds prévoyance estimateurs	7'061.45	16'830.94
Dépôts à terme	12'705'000.00	14'600'000.00
Titres et placements de capitaux	73'933'579.13	70'947'333.55
Débiteurs primes	170'571.85	164'790.75
Débiteurs divers	519'196.04	576'391.27
Union intercantonale de réassurance, quote-part sur dommages en suspens	780'163.00	1'299'834.00
Actifs transitoires	409'408.14	471'944.52
TOTAL ACTIF CIRCULANT	91'688'128.14	92'082'716.45
IMMOBILISATION FINANCIÈRE	3'059'027.48	2'958'781.00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES, net	4'027'005.80	4'270'071.70
TOTAL DE L'ACTIF	98'774'161.42	99'311'569.15
PASSIF		
FONDS ÉTRANGERS		
Fonds de prévoyance pour les estimateurs	7'061.45	16'830.94
Créanciers et passifs transitoires	509'115.35	3'353'534.50
Décomptes pour dommages en suspens, net		
– Feu	3'868'600.80	3'862'860.90
– Eléments	1'400'860.00	2'344'881.95
Fonds d'entretien des immeubles	310'640.60	310'640.60
TOTAL FONDS ÉTRANGERS	6'096'278.20	9'888'748.89
Provisions		
Provision 25 ^e anniversaire ECA JURA	51'525.35	51'525.35
Provision pour différence de cours sur titres	11'250'000.00	11'050'000.00
Provisions pour promesses de subventions	1'371'789.95	0.00
Provision pour rabais sur primes	855'000.00	1'650'000.00
TOTAL PROVISIONS	13'528'315.30	12'751'525.35
Réserves liées		
Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques	3'059'027.48	2'958'781.00
Fonds de garantie Pool Suisse	6'700'502.00	6'700'502.00
Réserve pour CIRE	5'350'000.00	5'365'000.00
Réserve spéciale CIRE	447'929.00	480'353.00
Réserve pour dommages dus aux éléments	5'000'000.00	4'650'000.00
Réserve pour prévention et lutte contre les dommages	5'898'977.54	5'901'948.04
Réserve légale	47'119'087.37	47'056'092.23
TOTAL RÉSERVES LIÉES	73'575'523.39	73'112'676.27
Réserves libres		
Réserve subventionnement de grands projets	4'003'257.05	1'995'623.50
Réserve mesures contre inondations	1'500'000.00	1'500'000.00
TOTAL RÉSERVES LIBRES	5'503'257.05	3'495'623.50
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	70'787.48	62'995.14
TOTAL DU PASSIF	98'774'161.42	99'311'569.15





BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2010

ACTIF

ACTIF CIRCULANT

Banque	171'436.11	94'026.64
Débiteurs divers	3'961.60	181.07
Actifs transitoires	0.00	12'881.70
TOTAL ACTIF CIRCULANT	175'397.71	107'089.41

ACTIF IMMOBILISÉ

Ventilateurs	157'800.00	157'800.00
– Fonds d'amortissement	-69'960.00	-62'640.00
Véhicules pionniers	1'995'613.00	1'995'613.00
– Fonds d'amortissement	-1'995'612.00	-1'911'366.66
Véhicules de transport	214'506.85	214'506.85
– Fonds d'amortissement	-50'010.00	-33'340.00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	252'337.85	360'573.19

TOTAL DE L'ACTIF

427'735.56 467'662.60

PASSIF

FONDS ÉTRANGERS

Créanciers AVS / AC	0.00	30.05
Avance de l'ECA JURA	310'000.00	460'000.00
Passifs transitoires	31'982.40	7'632.55
TOTAL FONDS ÉTRANGERS	341'982.40	467'662.60

FONDS PROPRES

Fonds de réserve ordinaire	85753.16	0.00
TOTAL FONDS PROPRES	85753.16	0.00
TOTAL DU PASSIF	427'735.56	467'662.60

COMPTE D'EXPLOITATION

PRODUITS

Contributions fédérales	372'851.00	372'851.00
Contributions cantonales pour la formation et le fonctionnement	14'000.00	14'000.00
Intérêts	206.35	517.20
TOTAL DES PRODUITS	387'057.35	387'368.20

CHARGES D'INVESTISSEMENT

Frais d'investissement	-15'171.65	-47'885.30
Amortissement des véhicules pionniers	-84'245.34	-148'310.45
Amortissement véhicule de transport	-16'670.00	-16'670.00
Amortissement des ventilateurs	-7'320.00	-7'320.00
TOTAL DES CHARGES D'INVESTISSEMENT	-123'406.99	-220'185.75

CHARGES DE FORMATION

Frais de formation	-59'168.85	-62'933.85
TOTAL DES CHARGES DE FORMATION	-59'168.85	-62'933.85

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Frais de fonctionnement	-116'949.75	-102'569.55
Frais d'administration	-1'778.60	-1'679.05
Attribution au Fonds de réserve ordinaire	-85'753.16	0.00
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	-204'481.51	-104'248.60

RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE

0.00 0.00



Société fiduciaire d'expertises et de révision – Conseils juridiques et fiscaux

Rapport de l'organe de révision
au Conseil d'administration de

**ECA JURA – Etablissement d'assurance
immobilière et de prévention du canton du Jura,
Saignelégier**

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié, selon les Normes d'audit suisses, les comptes annuels de l'ECA JURA, Saignelégier pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2010 sur lesquels ont été établis le bilan et le compte de profits et pertes qui figurent dans le rapport de gestion de l'ECA Jura aux pages 7 à 10.

Dans notre rapport du 16 mars 2011, nous avons délivré une opinion d'audit sans réserve sur les comptes annuels. Selon notre appréciation, le bilan et le compte de profits et pertes présentés aux pages 7 à 10 du rapport de gestion sont cohérents, à tous égards, avec les comptes annuels qui leur servent de base.

Afin d'assurer une meilleure compréhension du patrimoine et des résultats du l'ECA Jura ainsi que l'étendue de notre révision, le bilan et les compte de profits et pertes doivent être lus conjointement avec les comptes annuels qui leur servent de base et notre rapport y relatif.

Saignelégier, le 16 mars 2011

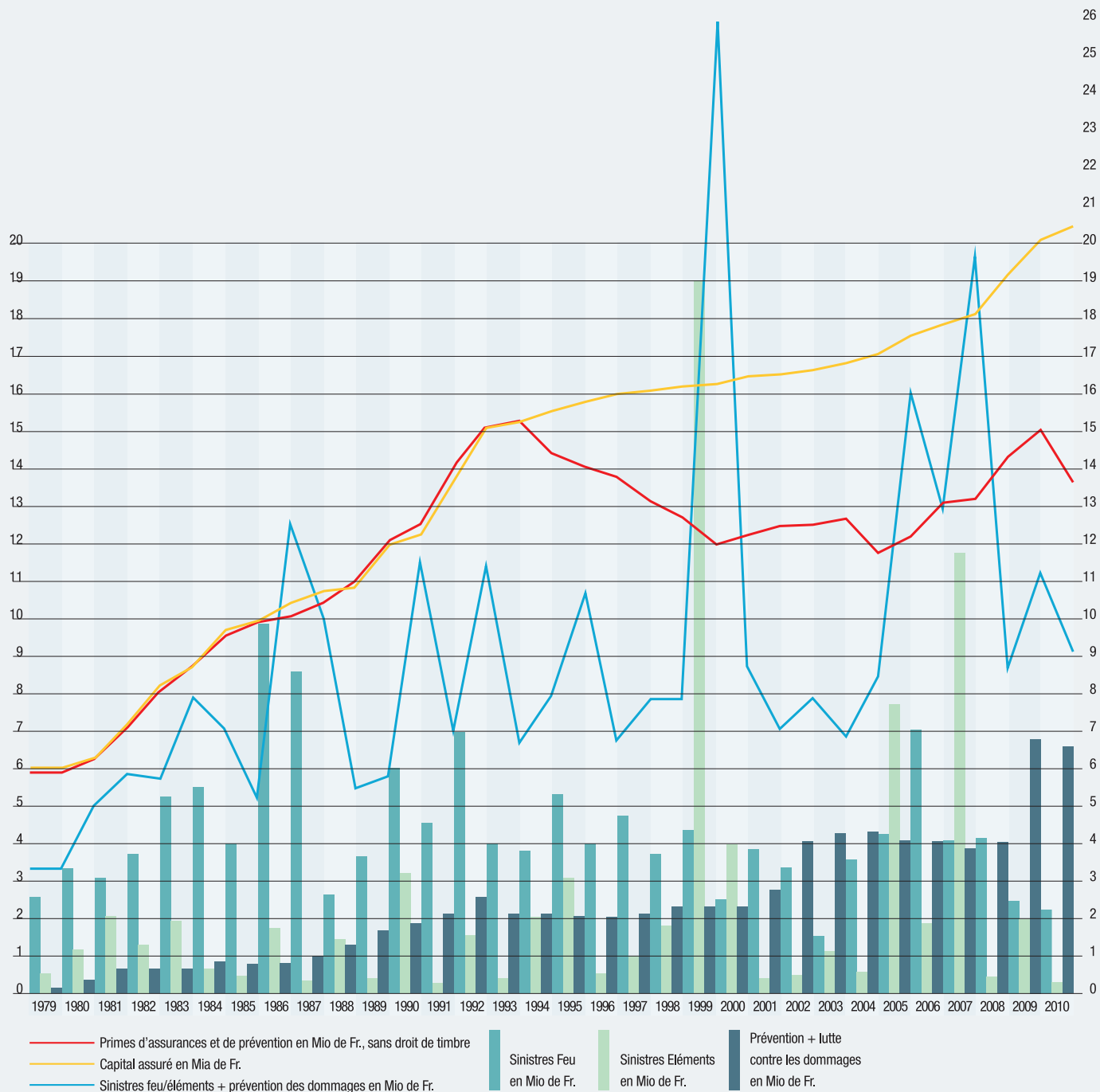
FIDUCONSULT JURA S.A.

N. Froidevaux
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)

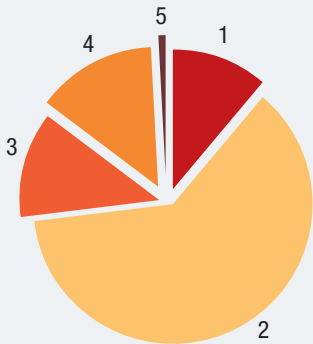
V. Lebet
Expert-réviseur agréé



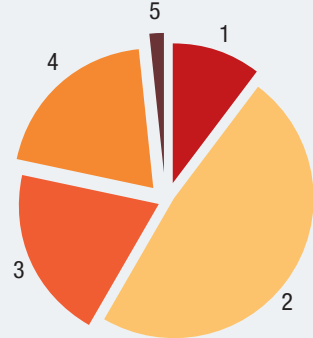
ÉVOLUTION DU CAPITAL ASSURÉ, DES PRIMES, DES SINISTRES ET DE LA PRÉVENTION DES DOMMAGES



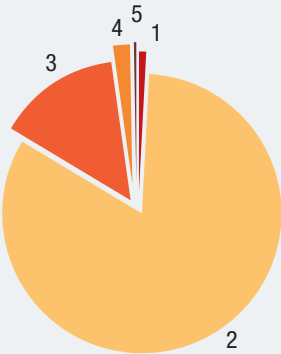
	Nombre de bâtiments assurés	Capital assuré
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	984	2'238'889'400.00
2. Maisons d'habitation	18'722	12'289'244'200.00
3. Bâtiments agricoles	5'427	2'441'956'320.00
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	9'884	2'729'227'700.00
5. Industrie hôtelière	117	163'689'400.00
Total	35'134	19'863'007'020.00



	Nombre de bâtiments assurés	Primes perçues
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	984	1'012'471.73
2. Maisons d'habitation	18'722	4'720'727.81
3. Bâtiments agricoles	5'427	1'983'075.59
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	9'884	1'961'149.19
5. Industrie hôtelière	117	148'872.58
Total	35'134	9'826'296.90

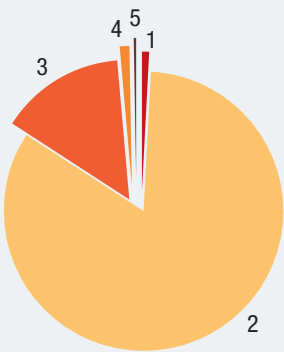


	Nombre de bâtiments sinistrés	Dommages dus au feu et aux éléments
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	10	24'856.00
2. Maisons d'habitation	211	2'086'198.00
3. Bâtiments agricoles	54	363'142.00
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	17	46'386.00
5. Industrie hôtelière	3	4'368.00
Total	295	2'524'950.00



DOMMAGES DUS AU FEU (répartition des coûts par catégorie de bâtiments)

	Nombre de sinistres	Montant des dommages
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	8	21'130
2. Maisons d'habitation	134	1'861'350
3. Bâtiments agricoles	25	318'190
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	6	29'600
5. Industrie hôtelière	1	1'850
Total	174	2'232'120



GRANDS DOMMAGES CAUSÉS PAR LE FEU (sinistres de 20'000 francs et plus)

Date	Commune	Destination	Cause	Montant
10.03.10	Montignez	Habitation avec rural	Chauffage électrique qui a bouté le feu à une bouillotte	55'000.00
12.05.10	Delémont	Restaurant	Dysfonctionnement du sèche-linge	730'000.00
20.05.10	Delémont	Habitation-locaux artisanaux	Petit enfant jouant avec un briquet	120'000.00
04.06.10	Vicques	Habitation	Usage inapproprié d'un radiateur électrique	36'000.00
30.08.10	Delémont	Habitation	Incendie du corps de chauffe du boiler	65'000.00
09.10.10	Les Genevez	Habitation	Début d'incendie du chauffe-eau	25'000.00
07.11.10	Bure	Habitation	Incendie par la cheminée de salon	280'000.00
03.12.10	Vendlincourt	Habitation	Défaut de construction de la cheminée ?	350'000.00
04.12.10	Develier	Habitation avec rural	Défectuosité du fourneau à banc	230'000.00
Total de ces 9 sinistres				1'891'000.00



STATISTIQUES DES SINISTRES DUS AU FEU

Année	Feu		Foudre		Total	
	Nombre	CHF	Nombre	CHF	Nombre	CHF
1979	184	2'270'596	233	355'004	417	2'625'600
1980	191	2'829'988	137	517'045	328	3'347'033
1981	195	2'861'727	297	236'876	492	3'098'603
1982	229	3'238'083	329	442'747	558	3'680'830
1983	204	4'258'418	348	934'402	552	5'192'820
1984	253	4'827'142	133	673'779	386	5'500'921
1985	259	3'871'693	208	137'555	467	4'009'248
1986	216	9'550'938	290	240'207	506	9'791'145
1987	185	8'339'555	195	198'837	380	8'538'392
1988	198	2'359'658	211	302'368	409	2'662'026
1989	230	2'671'549	301	1'002'726	531	3'674'275
1990	214	5'817'639	272	281'729	486	6'099'368
1991	215	4'276'393	161	281'407	376	4'557'800
1992	247	6'360'205	274	596'575	521	6'956'780
1993	212	3'622'239	360	361'859	572	3'984'098
1994	206	3'455'697	325	354'402	531	3'810'099
1995	271	4'970'758	306	329'274	577	5'300'032
1996	265	3'771'409	196	228'591	461	4'000'000
1997	234	4'189'529	278	510'461	512	4'699'990
1998	228	3'420'879	221	279'121	449	3'700'000
1999	256	1'553'813	437	2'747'768	693	4'301'581
2000	185	2'166'205	220	284'769	405	2'450'974
2001	163	3'537'436	171	306'688	334	3'844'124
2002	159	3'114'544	203	235'596	362	3'350'140
2003	157	1'300'546	156	226'777	313	1'527'323
2004	181	3'305'180	212	264'970	393	3'570'150
2005	144	3'997'490	175	245'940	319	4'243'430
2006	148	6'449'900	158	570'900	306	7'020'800
2007	134	3'742'040	170	323'510	304	4'065'550
2008	158	3'976'870	109	164'616	267	4'141'486
2009	127	2'289'850	110	171'600	237	2'461'450
2010	121	2'137'700	53	94'420	174	2'232'120
Moyenne 1979-2010	199	3'891'740	227	434'454	426	4'326'193

DOMMAGES DUS AUX ÉLÉMENTS DE LA NATURE

(répartition par catégorie d'événements et destination des bâtiments)

Destination	Tempête		Grêle		Hautes eaux		Neige		Mouvem. du sol		Total	
	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF
Bâtiment administratifs et à caractère public	2	3'726	0	0	0	0	0	0	0	0	2	3'726
Maisons d'habitation	38	42'703	3	2'797	24	164'935	10	12'779	2	1'634	77	224'848
Bâtiments agricoles	16	19'214	1	1'679	8	11'906	3	9'713	1	2'440	29	44'952
Circulation & transport	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commerces	1	1'679	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1'679
Industrie & artisanat	0	0	0	0	1	895	1	2'854	0	0	2	3'749
Industrie hôtelière	0	0	0	0	0	0	2	2'518	0	0	2	2'518
Bâtiments annexes	2	2'014	0	0	4	6'625	2	2'719	0	0	8	11'358
Total	59	69'336	4	4'476	37	184'361	18	30'583	3	4'074	121	292'830



STATISTIQUES DES SINISTRES DUS AUX ÉLÉMENTS DE LA NATURE

(répartition par catégorie d'événements)

Année	Tempête		Grêle		Neige		Hautes eaux		Mouv. du sol		Total	
	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF
1979	237	427'974	31	42'196	12	23'300	48	104'175	0	0	328	597'645
1980	135	174'506	687	865'879	76	96'444	18	32'061	0	0	916	1'168'890
1981	402	493'663	511	1'015'349	295	491'548	66	93'508	2	10'080	1276	2'104'148
1982	332	324'585	441	509'996	98	100'968	115	381'341	0	0	986	1'316'890
1983	937	1'145'023	224	217'591	21	27'982	144	419'288	1	900	1327	1'810'784
1984	515	587'115	1	800	24	26'554	2	2'486	1	7'200	543	624'155
1985	90	88'854	287	290'349	11	10'018	24	42'627	1	300	413	432'148
1986	826	1'136'511	64	57'978	276	374'775	35	66'538	5	109'369	1206	1'745'171
1987	254	294'457	36	29'452	25	33'864	13	21'607	1	330	329	379'710
1988	246	207'549	51	53'667	206	372'066	174	846'410	1	6'500	678	1'486'192
1989	185	281'625	47	124'613	8	9'847	7	11'853	1	2'200	248	430'138
1990	1864	2'478'572	55	67'433	17	20'966	116	698'341	0	0	2052	3'265'312
1991	144	254'435	3	2'180	28	32'839	24	53'380	1	731	200	343'565
1992	723	1'082'859	112	214'304	4	3'715	79	294'116	2	5'800	920	1'600'794
1993	217	309'716	64	105'362	7	13'220	14	25'896	3	12'865	305	467'059
1994	217	266'511	508	1'413'655	11	13'066	59	297'634	2	5'160	797	1'996'026
1995	1511	2'568'265	43	78'094	120	355'224	52	93'117	2	5'300	1728	3'100'000
1996	152	251'461	85	113'644	67	151'846	29	63'049	0	0	333	580'000
1997	208	300'180	13	35'218	24	23'702	155	639'800	1	5'000	401	1'003'900
1998	857	1'464'933	74	249'961	22	36'262	24	47'152	1	1'692	978	1'800'000
1999	5292	17'801'235	221	425'896	103	226'514	148	577'879	3	3'490	5767	19'035'014
2000	116	200'453	1066	3'768'994	2	6'426	11	19'281	0	0	1195	3'995'154
2001	211	321'157	8	14'499	6	10'270	24	52'728	0	0	249	398'654
2002	226	330'754	14	26'114	1	896	38	98'342	1	3'894	280	460'000
2003	433	540'540	245	427'400	23	32'281	33	101'840	0	0	734	1'102'061
2004	237	346'520	75	145'070	24	43'350	7	11'960	1	35'000	344	581'900
2005	68	107'320	2547	7'272'631	86	179'820	36	139'990	0	0	2737	7'699'761
2006	146	214'395	204	577'880	264	863'730	38	203'350	0	0	652	1'859'355
2007	464	640'680	98	201'800	40	69'240	558	10'813'280	0	0	1160	11'725'000
2008	172	333'900	9	11'100	31	64'260	7	13'970	3	11'000	222	434'230
2009	547	882'990	33	43'849	389	1'027'147	10	11'844	0	0	979	1'965'830
2010	59	69'336	4	4'476	18	30'583	37	184'361	3	4'074	121	292'830
Moyenne 1979-2010	563	1'122'752	246	575'232	73	149'148	67	514'475	1	7'215	950	2'368'822

RÉORGANISATION DE LA DIVISION DE PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES

Le départ en retraite au 31 décembre 2009 de M. François Jobin, chef de la division de prévention et lutte contre les dommages durant 30 ans, et de M. Bernard Lab, secrétaire de la division durant 18 ans, a nécessité l'engagement de nouveaux collaborateurs qui ont dû reprendre les activités de leurs prédécesseurs depuis le 1^{er} janvier 2010.

De plus, l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009 de la Loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels (RSJU 871.1) et de l'Ordonnance sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage (RSJU 871.11) ainsi que de la suppression des inspecteurs du feu communaux - à l'exception des communes de Porrentruy et Delémont - a impliqué une augmentation considérable de dossiers à traiter par l'ECA JURA.

Pour absorber cette charge de travail, une collaboratrice administrative supplémentaire est entrée en fonction le 1^{er} janvier 2010, et un expert en prévention incendie a été engagé à partir du 1^{er} août 2010. Le nombre total de collaborateurs au sein de la division est désormais de 6 personnes (4 experts et 2 secrétaires) correspondant à 5.8 postes de travail.

PRÉVENTION DES INCENDIES

Durant l'année 2010, la division de prévention et de lutte contre les dommages a procédé à l'examen de 777 dossiers et a établi les conditions à remplir pour la protection contre l'incendie et les dangers naturels qui font partie intégrante du permis de construire. Le nombre de dossiers traités a augmenté de 125 par rapport à 2009 (+19%). Cette augmentation peut être expliquée par une conjoncture extrêmement favorable du secteur de la construction. A noter que la complexité des bâtiments s'accroît également en raison de la concrétisation de projets immobiliers importants.

A part les prescriptions établies dans le cadre des procédures de demande de permis de construire, la division a traité 203 dossiers de prescriptions supplémentaires (48 contrôles de prévention pour l'obtention de patentes de restaurant, 152 contrôles de conformité de bâtiments suite à une estimation et 3 contrôles de conformité pour l'obtention de plaques minéralogiques professionnelles).

Les prescriptions établies ainsi que les incitations financières en matière de prévention contre l'incendie ont permis :

- d'assainir 22 cheminées défectueuses présentant un danger d'incendie;
- de faire construire 26 murs et dalles coupe-feu entre des bâtiments d'ordre contigu ou entre la partie habitation et la partie rurale de bâtiments agricoles ;
- de faire aménager 15 installations automatiques d'avertisseurs d'incendie ou d'extinction ;
- de réaliser 77 installations de paratonnerre ;
- de subventionner la recharge d'extincteurs portatifs ;
- d'installer 9 dispositifs de protection contre les surtensions ;
- d'allouer d'autres subsides (raccordements électriques souterrains, postes incendie, etc.).

Les subventions accordées dans ces domaines se montent à 449'116 francs.

Il convient de rappeler que le Conseil d'administration a décidé de supprimer le droit aux subventions pour toutes les mesures de prévention incendie obligatoires dès le 1^{er} janvier 2010. Lorsque des promesses de subvention avaient été établies avant le 30 juin 2009, un délai supplémentaire au 31 décembre 2010 avait été fixé aux propriétaires de bâtiments pour terminer les travaux donnant droit à un soutien financier, ce qui explique les montants encore importants versés en 2010.

RÉSEAUX D'EAU

53 projets d'extensions ou d'assainissements de réseaux d'eau et d'hydrants ont été examinés et ont reçu une promesse de subside conformément aux directives en vigueur. Ils se répartissent comme suit :

- 20 projets d'extension de réseaux d'eau et d'hydrants ;
- 26 projets de remplacement d'anciennes conduites et d'hydrants ;
- 5 assainissements de réseaux d'eau sur l'ensemble d'une localité ;
- 2 réserves incendie privées.

Des promesses de subvention ont été établies pour un montant total de 951'972.70 francs.

Durant l'année 2010, l'ECA JURA a subventionné au total 1'148'229.65 francs pour l'extension et l'assainissement de réseaux d'eau.

MESURES DE DÉBITS/PRESSIONS ET INSPECTION DES HYDRANTS

En 2010, la campagne de mesure des débits et pressions des bornes hydrantes a démarré. Pour mémoire, cette campagne initiée en 2009 est destinée à analyser la disponibilité en eau d'extinction pour les services de défense contre l'incendie et de secours (SIS) en mesurant le débit de toutes les bornes hydrantes du canton du Jura.

En 2010, 22 communes ont effectué ces mesures par le biais d'entreprises spécialisées. Le montant total des subventions versées en 2010 par l'ECA JURA dans le cadre de cette action est de 107'756.05 francs.

La campagne de mesure se poursuivra en 2011, où en principe l'ensemble des communes devront avoir procédé à ces travaux, à l'exception de celles qui ont demandé une prolongation de délai pour pouvoir terminer préalablement l'assainissement de leurs réseaux, ce qui pourrait avoir des incidences sur les performances des bornes hydrantes.

Pour les hydrants qui seront installés ou remplacés après la campagne de mesure, l'ECA JURA a fait l'acquisition d'un appareil de mesure de débit et pression et procède désormais aux mesures et à l'identification des données nécessaires sur le terrain afin d'assurer une mise à jour permanente des caractéristiques des bornes hydrantes situées dans le canton du Jura.

PRÉVENTION DES DANGERS NATURELS

La poursuite en 2010 de l'élaboration des cartes de danger sous la conduite de la Commission cantonale des dangers naturels (CCDN) a permis de préciser le niveau de danger d'inondation dans plusieurs localités. La division de prévention et de lutte contre les dommages a examiné 140 dossiers de demande de permis de construire pour des bâtiments existants ou projetés dans des zones de

dangers identifiées, essentiellement des zones de danger d'inondation. Elle a établi en conséquence, sur la base des informations à sa disposition, les conditions à remplir pour la protection contre les dangers naturels s'y rapportant.

SÉISMES

En 2010, 246 dossiers ont été traités sous l'aspect parasismique dans le cadre des demandes de permis de construire, et les propriétaires des bâtiments concernés ont été informés de cette problématique, ainsi que de l'obligation de respecter les normes SIA correspondantes.

CONTRÔLES DE CONFORMITÉ

Une grande importance a été apportée au contrôle, sur le terrain, du respect des prescriptions établies. En 2010 plus de 1000 contrôles de construction ont ainsi été réalisés par les experts en prévention incendie de l'ECA JURA. Les contrôles effectués et les mises en conformité exigées ont permis de clore administrativement 839 dossiers de construction.

Cet important travail de terrain permet à l'ECA JURA d'être en contact direct avec les propriétaires, les architectes et ingénieurs ainsi que les artisans, et d'informer de manière adéquate l'ensemble des intervenants du domaine de la construction.

A noter qu'aux contrôles effectués par les experts de l'ECA JURA s'ajoutent ceux réalisés par des mandataires externes pour des installations particulières, telles que les paratonnerres, les installations de détection incendie ou de sprinklers, ainsi que les cheminées de salon et les poêles.

CAMPAGNES D'INFORMATIONS

Depuis plusieurs années, l'ECA JURA poursuit sa mission d'information au niveau de la prévention, par le biais de campagnes de presse, notamment en abordant des thèmes spécifiques relatifs aux risques d'incendie engendrés durant certai-

nes périodes de l'année et lors de manifestations particulières. Il a donc poursuivi sa campagne de messages de prévention incendie qui sont diffusés régulièrement sur les ondes de RFJ.

Afin de sensibiliser les propriétaires, les artisans et les communes sur l'obligation de faire contrôler, par les maîtres ramoneurs d'arrondissement, les installations thermiques nouvelles ou ayant été modifiées, une large information à ce sujet a été faite par le biais de courriers et d'un feuillet d'information.

CONCLUSIONS

L'année 2010 a été une année importante pour la division de prévention et lutte contre les dommages. L'entrée en fonction de nouveaux collaborateurs, l'augmentation des effectifs du service, et le nombre important de dossiers à traiter ont nécessité une nouvelle organisation et la mise en place de nouvelles méthodes de travail.

Les bases légales entrées en vigueur en 2009 ont commencé à déployer leurs effets, permettant à l'ECA JURA de confirmer sa vocation et d'assumer pleinement sa mission légale en matière de prévention des incendies et des dangers naturels.

Les défis à relever sont encore importants, notamment au niveau de l'information et de la prévention, mais les retours d'information démontrent l'efficacité des mesures déjà entreprises.

Ce travail de prévention doit encore impérativement être renforcé pour informer de manière adéquate les propriétaires, mais aussi et surtout les professionnels du bâtiment, de l'importance de respecter les prescriptions en vigueur et de tenir compte des risques encourus lors de tous travaux de construction.



SERVICES DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE ET DE SECOURS (SIS)

INSPECTION DES SIS

Durant l'année 2010, les inspecteurs des SIS ont procédé, selon le tournus annuel défini, à l'inspection du matériel et des prises d'eau.

Les experts, quant à eux, ont effectué le contrôle de détail des tonnes-pompes, des motopompes, des échelles et des appareils de protection respiratoire.

Ces inspections et contrôles se sont déroulés dans de bonnes conditions et les rapports établis ne mettent en évidence aucun problème majeur.

Nous relevons aussi que le nombre de sapeurs-pompiers dans le Jura a augmenté de 38 personnes en 2010 pour s'établir à 1648, dont 184 femmes. La nette augmentation du nombre de femmes dans l'effectif des sapeurs-pompiers est particulièrement réjouissante, puisqu'elles étaient au nombre de 116 une année auparavant. Malgré cette légère augmentation d'effectif, la réduction totale des effectifs depuis 1991 est de l'ordre de 53.30%.

COURS DE FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS

Formation	Nombre de participants par district			
	Delémont	Porrentruy	Fr.-Montagnes	Total
Chefs d'intervention 2	3	3	2	8
Chefs d'intervention 1	5	2	8	15
Chefs de groupe 2	14	1	14	29
Chefs de groupe 1	10	7	14	31
Chefs de groupe échelles remorquables	5	--	2	7
Chefs d'intervention défense hydrocarbure	7	6	--	13
Machinistes	4	1	5	10
Porteurs d'appareils respiratoires	8	7	15	30
Electriciens	--	--	--	--
Formation de base	49	16	51	116
Cours administratifs (commandants et fourriers)	--	--	--	--
Préposés au contrôle du matériel	--	--	--	--
TOTAL	105	43	111	259

Le nombre de sapeurs-pompiers ayant suivi un cours en 2010 représente 15.70 % de l'effectif global des SIS, alors que ce pourcentage se situait à 18.2 % en 2009. Afin de garantir un renouvellement suffisant des cadres et spécialistes, et tenant compte de la diminution des effectifs, ce taux devrait passer, à l'avenir, au-dessus du seuil de 20 %.

COURS DE PERFECTIONNEMENT DES INSTRUCTEURS DES SIS

Les journées cantonales consacrées au perfectionnement des instructeurs des SIS ont eu lieu les 5 et 6 mars 2010 à Delémont, sous le commandement du Major Didier Gisiger. Les 27 participants ont montré un vif intérêt pour les différents thèmes proposés, notamment le volet consacré à la défense chimique.

COURS FÉDÉRAUX 2010

M. Federico Ferrario a suivi avec succès le cours de formation de base et le cours de formation pour la protection respiratoire pour devenir instructeur dans ces deux disciplines.

MM. Claude Gobat, Daniel La Manna et Michaël Werder ont, quant à eux, suivi le cours de conduite d'intervention permettant d'introduire, pour tous les cadres sapeurs-pompiers du Jura, le nouveau règlement de la Coordination suisse des sapeurs-pompiers.

M. Michaël Werder a également participé au cours de formation complémentaire permettant le renouvellement de son CFC d'instructeur.

MM. Alain Bohlinger, Fabrice Briot, Didier Gunzinger et Alexandre Kaiser ont suivi le cours de formateur pour l'instruction permettant l'utilisation des appareils de radiocommunication Polycom.

M. Marcel Cuenin a fonctionné comme observateur durant le cours de sélection des candidats instructeurs.

INTERVENTIONS DES SIS

Selon les statistiques de la police cantonale qui gère le système de transmission des alarmes destinées aux sapeurs-pompiers, les SIS de l'ensemble du canton ont été appelés à intervenir à 477 reprises en 2010 dont 156 fois pour des alarmes intempestives provoquées par des installations automatiques d'avertisseurs d'incendie. Les départs réels de feux dans des bâtiments représentent le 16 % des interventions. Ainsi, la majorité des demandes nécessitant l'engagement des sapeurs-pompiers concerne d'autres domaines tels que le sauvetage de personnes ou d'animaux, la pollution, la désincarcération, les inondations et bien d'autres encore.

NOMINATIONS/DÉMISSIONS

Arrivé au terme de son mandat d'inspecteur des SIS, M. Alain Bohlinger, de Porrentruy, a fait valoir son droit à la retraite après plus de 30 ans de bons et loyaux services dans le domaine des sapeurs-pompiers. Qu'il soit remercié pour la qualité de son travail de formateur au sein des SIS, de même que pour son engagement au service de la collectivité.

Pour le remplacer, et sur proposition de l'ECA JURA, M. Charles Juillard, Chef du Département des Finances, de la Justice et de la Police, a nommé M. Daniel La Manna que nous félicitons chaleureusement pour cette belle promotion.

En raison d'un changement d'orientation professionnelle, M. Jean-Marc Vaucher a quitté sa fonction d'expert NRBC et n'a, à ce jour, pas encore été remplacé.



DÉPENSES POUR LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Année	Prévention contre l'incendie				Lutte contre l'incendie			Frais généraux Administration*	Totaux
	Police du feu	Adductions d'eau, Réservoirs, Hydrants	Subsides pour la prévention incendie	Contributions au CIPI I.S. et divers	Inspections services de défense contre le feu	Cours de sapeurs-pompiers	Subsides pour la lutte contre l'incendie		
0 1991-1999	212'198.24	615'431.26	463'965.80	51'268.28	78'962.19	137'318.09	674'186.11		2'233'329.98
2000	120'611.55	950'940.00	447'758.30	71'732.00	82'514.55	143'347.25	501'882.15		2'318'785.80
2001	132'491.85	1'004'638.30	528'064.85	73'542.70	106'471.90	164'856.25	766'143.85		2'776'209.70
2002	124'348.15	1'314'241.50	739'098.85	82'836.00	150'089.00	190'791.85	628'446.55	798'103.55	4'027'955.45
2003	146'087.50	757'655.00	765'310.35	96'246.85	132'337.55	199'362.15	1'287'112.50	874'697.55	4'258'809.45
2004	170'878.65	667'964.00	772'948.30	103'742.15	85'683.80	187'919.60	1'434'169.15	876'238.20	4'299'543.85
2005	161'528.45	715'246.00	708'448.55	87'753.60	72'453.15	177'474.60	1'193'433.86	949'084.15	4'065'422.36
2006	152'047.00	579'366.00	510'011.75	82'427.30	69'357.45	175'887.40	1'470'621.34	1'002'769.90	4'042'488.14
2007	160'219.90	584'865.00	665'012.55	84'758.70	60'859.50	228'537.75	1'155'092.50	997'422.00	3'936'767.90
2008	116'759.15	536'372.60	903'514.85	91'225.85	59'380.65	212'333.20	1'105'811.15	1'007'880.95	4'033'278.40
2009	174'469.85	735'323.05	1'461'142.60	102'088.10	63'951.55	224'083.20	2'893'728.65	1'126'369.35	6'781'156.35
2010	163'547.15	2'100'202.35	990'644.80	107'272.80	65'922.55	216'594.40	1'684'223.10	1'244'344.75	6'572'751.90

* Dès 2002 : nouvelles directives ECA sur les subsides aux SIS et ventilation des frais d'administration | CIPI : Centre d'information pour la prévention des incendies | I.S. : Institut de sécurité

CONTRIBUTIONS DES ASSUREURS PRIVÉS

VALEUR DU MOBILIER ASSURÉ ET CONTRIBUTIONS À LA PRÉVENTION ET À LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

La valeur du mobilier assuré dans le Jura au 31 décembre 2009 par des compagnies d'assurance privées et leurs contributions à l'ECA JURA pour la prévention et la lutte contre les dommages sont les suivantes :

Compagnie		Montant assuré	Contribution
Mobilière Suisse	Berne	3'178'771'000.00	158'938.55
Zurich	Zurich	943'207'000.00	47'160.35
Helvetia Patria	St-Gall	863'870'000.00	43'193.50
La Bâloise	Bâle	681'154'000.00	34'057.70
Axa Assurances	Winterthur	620'832'240.00	31'041.60
Allianz Suisse	Berne	551'400'200.00	27'570.00
Chartis Europe SA	Zurich	255'688'418.00	12'784.40
Nationale Suisse	Bâle	170'522'000.00	8'526.10
Vaudoise Assurances	Lausanne	166'509'000.00	8'325.50
Generali Assurances	Genève	124'097'000.00	6'204.90
XL Insurance	Zurich	35'989'571.00	1'799.50
Emmental Assurance	Konolfingen	35'859'000.00	1'792.95
HDI Gerling	Zurich	31'682'860.00	1'584.10
Axa Corporate Solutions	Winterthur	31'000'000.00	1'550.00
Allianz Global Corporate	Zurich	23'216'600.00	1'160.85
CSS Assurance SA	Lucerne	16'628'100.00	831.40
Alba	Bâle	12'241'000.00	612.05
SBB Insurance	Berne	10'000'000.00	500.00
Swiss Post Insurance AG	Berne	9'141'356.00	457.05
Phénix Assurances	Lausanne	3'594'331.00	179.70
Smile direct	Wallisellen	2'861'300.00	143.10
Lloyd's	Zurich	860'000.00	43.00
Gan Assurances	Pully	162'000.00	8.10
Total		7'769'286'976.00	388'464.40



TABLEAU RÉCAPITULATIF GÉNÉRAL

Année	Bâtiments	Capital* assuré en milliards de fr.	Primes** en millions de fr.	Indemnités Dommages causés par le feu		Indemnités Dommages dus aux éléments		Prévention et lutte incendie en millions de fr.	Résultat de l'exercice annuel fr.	État des réserves légales au 31.12 en millions de fr.
				en millions de fr.	en ‰ du capital assuré	en millions de fr.	en ‰ du capital assuré			
1979	25'940	6,023	6,199	2,625	0,44	0,597	0,099	0,155	168'239	1,000
1995	30'930	15,791	14,784	5,300	0,34	3,100	0,196	2,062	536'817	40,764
1996	31'286	15,973	14,462	4,000	0,25	0,580	0,036	2,069	527'320	44,301
1997	31'572	16,097	13,834	4,700	0,29	1,004	0,062	2,165	424'838	46,828
1998	31'883	16,246	13,272	3,701	0,23	1,800	0,110	2,349	470'339	48,753
1999	32'134	16,331	12,390	4,301	0,26	21,332	1,306	2,321	198'735	49,724
2000	32'357	16,525	12,919	2,301	0,13	3,995	0,241	2,318	79'988	50,222
2001	32'719	16,691	13,109	3,844	0,23	0,398	0,023	2,776	68'911	43,608
2002	33'044	16,899	9,372	3,350	0,19	0,460	0,027	3,769	- 1'754'635	43,628
2003	33'273	17,096	9,493	1,527	0,09	1,102	0,064	4,258	61'353	43,901
2004	33'524	17,324	8,517	3,570	0,20	0,582	0,033	4,299	78'593	44,723
2005	33'770	17,532	8,916	4,243	0,24	7,700	0,443	4,065	57'400	46,302
2006	34'100	17,814	9,759	7,020	0,39	1,859	0,008	4,042	83'357	46,859
2007	34'371	18,109	9,840	4,065	0,22	11,725	0,647	3,937	51'336	46,943
2008	34'631	19,165	10,742	4,141	0,21	0,434	0,022	4,033	61'711	46,994
2009	34'874	20,086	11,296	2,461	0,12	1,965	0,098	6,781	62'995	47,056
2010	35'440	20,435	9,826	2,232	0,11	0,292	0,014	6,572	70'787	47,119

* y compris les assurances provisoires pour travaux en cours.

** y compris les acomptes de primes pour assurances de travaux en cours et le droit de timbre fédéral (5%);
dès 2002, sans la prévention de 0,19 ‰ et sans droit de timbre fédéral.



ÉVITER LES HAUSSES DE PRIMES GRÂCE À LA PRÉVENTION

Les événements météorologiques extrêmes liés au changement climatique seront à l'avenir plus fréquents et pourront entraîner des dommages éléments naturels élevés. Cette évolution est encore accentuée par un mode de construction de plus en plus vulnérable aux dangers naturels. Face à cette situation, la prévention des dommages gagne en importance. Il n'est certes pas possible d'empêcher les catastrophes naturelles, mais des mesures ciblées permettent de réduire considérablement l'ampleur des dommages. Les Établissements cantonaux d'assurance (ECA) sont actifs dans ce domaine. En commun avec leurs organisations faïtières, à savoir l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI) et l'Union intercantonale de réassurance (UIR), ils développent des instruments permettant de limiter les dommages éléments naturels.

A côté de son engagement dans la prévention, l'UIR offre aux ECA la possibilité de se réassurer contre les dommages éléments naturels. La couverture englobe les risques ouragans, grêle, crues/inondations, glissements de terrain/chutes de pierres, pression de la neige et avalanches. La réassurance éléments naturels des ECA se fonde sur une couverture en excédents de dommages annuels. En dépit d'intenses efforts en matière de prévention, l'augmentation des dommages éléments naturels au cours des dernières années s'est répercutée sur les primes de réassurance. Les ECA vont donc devoir engager davantage de fonds dans leur réassurance.

LES DOMMAGES CAUSÉS PAR LA TEMPÊTE AUX TOITURES ET AUX FAÇADES SONT FRÉQUENTS... MAIS SOUVENT ÉVITABLES.

Au cours des dernières décennies, le nombre de dommages immobiliers dus aux tempêtes a considérablement augmenté en Suisse. La cause principale ne réside pas dans une recrudescence des tempêtes, mais dans la diminution de la résistance des toits et des façades soumis au vent. Dans le rapport de synthèse actuel «Protection des toits et des façades contre les dommages dus au vent», la fondation de prévention des Établissements cantonaux d'assurance examine les raisons de cette vulnérabilité croissante – et montre comment on peut y remédier.

Dans le cas de bâtiments neufs, une grande partie des dommages au toit et aux façades sont imputables à des fautes de conception ou d'exécution. Les raisons en sont la pression sur les coûts, le travail bâclé et la pression extrême sur les délais, qui ne laisse guère de temps pour les contrôles. Dans le cas de bâtiments existants, un entretien déficient ou une transformation inappropriée est le plus souvent à l'origine des dommages.







Le Chemin des contes et légendes.

Hubert Audriaz, artiste fribourgeois, trace depuis de longues années des balades thématiques dans les endroits les plus cachés de sa cité. En collaboration avec le Club de lecture et les écoliers de l'école primaire du Château de Delémont, il a créé les grands personnages et les figures bizarres de l'itinéraire delémontain.